



Observatoire de l'Action Gouvernementale (O.A.G.) asbl

Siège social : Bujumbura -Burundi * B.P.:3113 Bujumbura_Tél.:22 21 88 20

E-mail:oag@telema.bi Site [Web:www.oag.bi](http://www.oag.bi)

Analyse de l'état d'exécution de la loi des finances, exercice 2010, au 30 juin 2010

Bujumbura, octobre 2010

Remerciements

Aux termes de la présente analyse, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale tient à remercier le consultant, Monsieur Charles NIHANGAZA pour son apport très précieux dans l'analyse de l'exécution de la loi des finances, exercice 2010 (au 30 juin 2010).

Ses remerciements vont également à l'endroit des membres du comité de pilotage et de lecture du rapport dont les noms suivent :

Monsieur Léon NIMBONA, Secrétaire Permanent des Réformes Economiques et Sociales ;

Monsieur Gabin MUREKAMBANZE, Lecteur critique Indépendant ;

Monsieur Melchior NDAYIMIRIJE, Secrétaire Exécutif de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale ;

Ses remerciements vont enfin à l'endroit de l'ONG belge « 11 11 11 » pour son appui financier.

Table des matières

	Matières	Page
	Remerciements.....	3
	Table des matières.....	5
	Liste des sigles et abréviations	7
	Liste des tableaux.....	9
	Liste des graphiques.....	11
	Résumé exécutif.....	13
0.	Introduction.....	23
0.1.	Cadre et contexte de l'étude.....	23
0.2.	Justification de l'étude.....	23
0.3.	Méthodologie.....	24
	Chapitre 1 : L'évaluation de l'exécution du budget des ressources.....	25
I.1.	L'exécution des recettes fiscales	28
1.1.1.	Les impôts sur les revenus, les bénéfiques et les gains en capital.....	30
1.1.2.	Les impôts sur les biens et services.....	32
1.1.3.	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales.....	34
I.2.	L'exécution des recettes non fiscales	36
1.3.	Les produits exceptionnels	37
1.4.	Les dons	38
	Chapitre 2 : L'exécution des dépenses.	41
2.1.	Exécution globale sur ressources nationales.....	41
2.2.	L'exécution du budget ordinaire	46
2.2.1.	Le niveau d'exécution des salaires	46

2.2.2.	Le niveau d'exécution du budget de dépenses des biens et services.....	50
2.2.3.	L'exécution des versements d'intérêts	55
2.2.4.	L'exécution des dépenses de transferts.....	55
2.2.5.	L'exécution des dépenses exceptionnelles...	56
2.2.6.	L'exécution des dépenses des exonérations	57
2.3.	L'exécution du budget d'investissement	57
2.4.	L'exécution des dépenses P.P.T.E	61
2.5.	L'exécution des dépenses pro pauvres	63

Chapitre 3 : L'exécution des dépenses de financement 66

3.1.	Conclusions.....	67
3.2.	Recommandations	68

Bibliographie..... 72

Liste des sigles et abréviations

- API : Agence de promotion des investissements
- BIF: Francs Burundi
- BRB: Banque de la République du Burundi
- M°: Millions
- NB : Nota Bene
- OAG : Observatoire pour l'Action Gouvernementale
- OBR : Office Burundais des Recettes
- PIB : Produit Intérieur Brut
- PPTE : Pays pauvres très endettés
- TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
- VIH/SIDA: Virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise

Liste des tableaux

Tableau n°1	Niveau d'exécution des ressources au 30/06/2010.....	25
Tableau n°2	Niveau d'exécution des ressources au 30/06/2009.....	26
Tableau n°3	Comparaison des niveaux d'exécution au juin 2009 et juin 2010.....	27
Tableau n°4	Niveau d'exécution des recettes fiscales au 30/06/2010.....	28
Tableau n°5	Niveau d'exécution des recettes fiscales au 30/06/2009.....	29
Tableau n°6	Comparaison des niveaux d'exécution entre juin 2009 et juin 2010.....	29
Tableau n°7	Les impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital.....	31
Tableau n°8	Les impôts sur les biens et services.....	33
Tableau n°9	Niveau d'exécution des impôts sur le commerce extérieur.....	34
Tableau n°10	Niveau d'exécution des recettes non fiscales.....	36
Tableau n°10 bis	Niveau d'exécution des droits administratifs.....	37
Tableau n°11	Niveau d'exécution des produits exceptionnels.....	38
Tableau n°12	Niveau d'exécution des dons au 30/06/2010.....	39
Tableau n°13	Niveau d'exécution des dons au 30/06/2009.....	39
Tableau n°14	Niveau d'exécution du budget des dépenses sur ressources propres.....	41
Tableau n°15	Services ayant un niveau d'exécution très bas.....	45
Tableau n°16	Niveau d'exécution du budget des salaires.....	48

Tableau n°17	Niveau d'exécution par nature de salaires.....	50
Tableau n°18	Niveau d'exécution du budget d'achats de biens et de services.....	52
Tableau n°19	Niveau d'exécution des frais de mission et des frais de location.....	54
Tableau n°20	Niveau d'exécution des charges financières de l'Etat.....	55
Tableau n°21	Niveau d'exécution des transferts.....	56
Tableau n°22	Niveau d'exécution des dépenses exceptionnelles.....	56
Tableau n°23	Niveau d'exécution des exonérations.....	57
Tableau n°24	Niveau d'exécution du budget d'investissement.....	58
Tableau n°25	Niveau d'exécution des dépenses PPTE...	61
Tableau n°26	Niveau d'exécution des dépenses pro pauvres.....	63
Tableau n°27	Niveau d'exécution des dépenses de financement du déficit.....	66

Liste des graphiques

Graphique n°1	Niveau d'exécution du budget des ressources au 30/06/2010.....	26
Graphique n°2	Comparaison des niveaux d'exécution des impôts sur les biens et services.....	32
Graphique n°3	Comparaison des niveaux d'exécution des impôts sur le commerce extérieur.....	35

Résumé exécutif

Chaque année, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale lance des études d'évaluation des activités de l'Etat et en particulier celle en rapport avec l'exécution du Budget. Cette année 2010, l'étude d'analyse de l'exécution du Budget 2010 au 30/06 2010 est venue à point nommé surtout que les années de fin de mandat connaissent des exécutions budgétaires assez particulières.

L'analyse de l'exécution du budget de l'Etat à mi parcours de l'exercice 2010 a porté sur les points suivants :

- le niveau d'exécution global du budget de l'Etat et ses tendances ;
- le niveau d'exécution des ressources à la fois internes et externes ;
- le niveau d'exécution des dépenses de l'Etat dans chacune de ses composantes comme les dépenses de fonctionnement et d'investissement, les salaires, l'achat de biens et de services, les transferts courants et le paiement des intérêts ;
- le niveau d'exécution du financement du déficit public.

Les recettes totales du budget 2010 encaissées au 30/06/2010 sont égales à 234.652.016.818 BIF sur 726.469.934.836 BIF prévues soit un taux d'exécution de 33,5%.

L'exécution du budget des ressources n'est pas de même niveau pour les recettes fiscales qui atteignent 46,3%, les recettes non fiscales 47,3% et les dons 24.16%

On remarque dans l'exécution du budget des recettes fiscales, que les Impôts sur les revenus et les impôts sur les biens et services ont un niveau d'exécution satisfaisante car le taux d'exécution dépasse 50%. Par contre, l'exécution du budget des recettes douanières qui est de 24,82% à fin juin 2010, est réellement problématique.

A part la taxe forfaitaire et les majorations de retard, les autres catégories d'impôts sur les revenus ont un taux d'exécution qui dépasse 50%.

En ce qui concerne les taxes sur les biens et services, les taxes collectées sur les produits BRARUDI n'ont pas un taux d'exécution satisfaisant (35%). Il en est de même des taxes touristiques et sur la télédistribution qui n'ont pas été mises en place depuis leur annonce. Le taux de la TVA de 59% est satisfaisant si on considère qu'elle n'a qu'une année d'existence et si on tient compte aussi des bouleversements d'organisation intervenus dans les Brigades TVA.

Au niveau des taxes sur le commerce extérieur, le taux d'exécution des Droits de douane et les droits à l'exportation, n'est pas satisfaisant car il est de 24,82% après 6 mois. Les seuls impôts ayant un niveau d'exécution supérieur à 50% sont le Fond routier, les taxes de péage routier ainsi que les amendes douanières et les produits de confiscation.

Le niveau d'exécution globale des recettes non fiscales est de 47,3% au 30/06/2010. Le taux d'exécution des produits exceptionnels est satisfaisant puisqu'il atteint 65,6% au

30/6/2010. Toutefois, les produits de liquidation et de privatisation des entreprises sont insignifiants.

Les dons comprennent les dons budgétaires ou appuis budgétaires et les dons sur projets avec financement extérieur. Le niveau d'exécution de toutes les catégories de dons est très bas (24.16%%) sur la période des 6 premiers mois de l'année 2010.

L'exécution globale des dépenses du Budget Général de 675.739.016.181 BIF sur les ressources nationales est de 45,7% sur base engagement et de 33,1% soit 308.947.200.612 BIF engagés et 223.926.951.449 BIF payés base caisse. Pour certains services, le taux d'exécution (base engagement) dépasse 50%, atteignant même pour certains 68,3% pour le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture et 62,1% pour la Deuxième Vice Présidence. D'autres services n'atteignent pas 50% le plus petit taux d'exécution est de 13% pour le Ministère de la Lutte contre le SIDA.

Le Budget Ordinaire est exécuté au 30/6/2010 à un niveau de 49,3% (hors amortissement de la Dette et intérêts).

Sur un budget de 212.411.696.196 BIF du budget des salaires, 110.230.228.515 BIF sont engagés au 30/06/2010. Le niveau d'exécution du budget des salaires est de 51,9% base engagement et de 43,4% base caisse au 30/6/2010 (soit 92.200.449.667 BIF).

D'une manière générale, tous les services ont un taux d'exécution qui approche 50%. Certains services ont des écarts à souligner. L'analyse de la nature des salaires payés

montre qu'il ya eu des exécutions qui avoisinent 57% pour les sous statuts. Cette situation vient des arriérés de salaires payés pour certaines catégories de salariés comme les enseignants. On peut aussi penser à des régularisations de salaires et des recrutements en dehors du budget dans certains ministères comme celui de l'enseignement supérieur et celui de la communication.

Les dépenses de biens et de services ont un budget de 98.572.484.899 BIF dont 48.006.286.685 BIF sont engagés soit 48,7% et 39.115.447.940 BIF sont payés au 30/6/2010, soit 39,7%. La plupart des services ont des taux très bas qui montrent que le budget voté n'est pas du tout consommé. Bien que le niveau d'exécution des biens et services soit en général très bas, certaines dépenses ont connu des niveaux d'exécutions élevés en particulier les frais de location, les frais de mission et les frais d'assistance technique qui dépassent 50%.

Le versement des intérêts des emprunts a été exécuté à une moyenne faible qui n'atteint pas 40% à la fois pour la dette étrangère et pour la dette intérieure. Il ya donc le risque de ne pas payer les dettes à temps est d'être sanctionné et de constituer des stocks de dettes difficiles à apurer plus tard.

Le niveau d'exécution de 51.6% des transferts aux ménages et les subventions diverses est un bon niveau d'exécution ; ceci est compréhensible car ce genre de supports du Gouvernement est primordial pour les ménages et les entreprises. Les imprévus n'étaient presque pas utilisés au 30/06/2010.

Le Budget Extraordinaire et d'Investissement est exécuté au 30/6/2010 à 31,6% base engagement et 19,9% base caisse. Sur 107,19 Milliards BIF prévus, 33,88 Milliards BIF sont engagés et 21,29 Milliards sont payés.

Tous les services n'ont pas exécuté le budget dans la même proportion. Cinq services ont un taux dépassant 50% sur base engagement

Les dépenses PPTTE ont un niveau d'exécution très bas au 30/6/2010 dans la mesure où il est de 14,3% seulement : soit un budget de 98.632.960.744 BIF voté et seulement 14.092.197.793 BIF engagés. Pratiquement, tous les Ministères comme le Ministère Chargé de la Lutte contre le SIDA (0,2%), le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (0%), le Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation (0%), le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (6,9%), le Ministère de l'Enseignement primaire et secondaire (12,7%), le Ministère de l'Energie et des Mines (10,9%), le Ministère de la Justice (19,9%), le Ministère des Finances (9,1%), le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Aménagement du Territoire et Urbanisme (9,0%), le Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement (10,4%), ont des niveaux d'exécution alarmants .

Sur un budget de dépenses pro pauvres de 236.600.470.300 BIF, seulement 50.475.344.235BIF sont engagés au 30/6/2010. Le niveau d'exécution des dépenses pro pauvres est donc de 21,4%, ce qui est un niveau très bas. Aucun service bénéficiant de ces dépenses n'a pu atteindre 45 %. Certains niveaux d'exécution sont très

inquiétants et présagent que les pauvres n'ont pas accès aux services de base.

L'Etat du Burundi a beaucoup recouru aux fonds de la Banque Centrale afin de couvrir le financement de son déficit. Déjà au 30/06/2010, on remarque que les prévisions des avances de la BRB et les bons du Trésor sont exécutés à 112.9% tandis qu'en même temps, le compte du Trésor à la BRB est négatif de plus de 33 Milliards. Cette situation va accroître l'endettement intérieur et des effets directs sur la monnaie burundaise sont à prévoir à très court terme surtout que le même compte affichait un solde négatif de 52 milliards en Janvier 2010.

En conclusion : Le Budget 2010 est d'une manière générale exécuté à un niveau peu satisfaisant. Au niveau des ressources, l'inquiétude est à souligner pour les impôts sur le commerce international et les dons. Bien que le niveau des autres impôts semble satisfaisant, on remarque que pour la TVA l'existence de crédits de TVA et de TT non remboursés amène à la conclusion que la TVA n'est pas si bien exécutée surtout que les activités de contrôles fiscaux de l'OBR ont fortement baissé d'intensité.

Le niveau d'exécution des dons est préoccupant. Cette tendance qui est visible depuis 2007, dénote d'une mauvaise prévision et d'une mauvaise maîtrise des procédures des déboursements des aides. Enfin, il faudrait que la question soit analysée en profondeur avant le budget 2011.

Pour les dépenses, pratiquement toutes les composantes sont mal exécutées excepté les salaires. Pour les salaires, on remarque un dépassement des salaires des sous statuts à cause du paiement des arriérés de 2009 donnés particulièrement aux enseignants. L'existence persistante des arriérés, va aussi avoir un effet sur le budget 2010. Les dépenses PPTTE et les dépenses pro pauvres sont très mal exécutées. Leur niveau d'exécution est très bas alors que ce sont elles qui permettent aux classes pauvres d'avoir accès aux services de base et de renouer avec la croissance. Au niveau du financement du déficit, le Gouvernement a même déjà dépassé le niveau annuel de recours aux avances et bons du Trésor.

- **Le Gouvernement devrait respecter les indicateurs de performance du budget.** Chaque ministère devrait se fixer des indicateurs pour mieux exécuter le budget. Le ministère a normalement un programme d'activités et des indicateurs de résultats ; il est important qu'au moins une fois le trimestre, chaque ministre puisse suivre l'état d'exécution du budget et des activités
- **Chaque Ministre devrait publier l'état de l'exécution du Budget.** Il est difficile à comprendre pourquoi les ministères n'exécutent pas correctement leur budget, une étude des raisons de cette faiblesse est nécessaire et à partir des conclusions, on devrait élaborer un plan stratégique pour remédier à la situation. Pour plus de transparence, chaque ministère devrait publier l'état d'exécution des ses activités et du budget, ce qui permettrait aux populations de faire un contrôle citoyen.

- **Le Gouvernement devrait éviter de faire des dépenses extrabudgétaires.** On remarque que certains ministères ont fait des dépenses particulièrement au niveau des salaires qui montrent qu'il y a eu paiement des dépenses extrabudgétaires. Ceci aura pour conséquence d'avoir encore des arriérés source de conflits et d'inefficacité.
- **Besoins de formation.** Afin de poursuivre les efforts pour améliorer les délais d'exécution budgétaire et de s'assurer que cette exécution soit conforme au budget voté, le Gouvernement devrait organiser des ateliers sur les «**procédures d'exécution budgétaire**» à l'intention des fonctionnaires responsables de la gestion des finances publiques. Les compétences dans le domaine de la production de rapports financiers et de la responsabilité financière doivent également être renforcées au sein des ministères et autres organisations à caractère public.
- **Besoin d'informatisation.** Certaines données sont difficiles à recevoir en particulier les rapports d'exécution des budgets des fonds aussi bien de la part des services qui s'en occupent que de la part des autres Institutions recevant périodiquement des transferts de fonds. Il faudrait dès lors consolider et étendre l'informatisation de l'exécution budgétaire et produire des rapports d'exécution budgétaire régulièrement, renforcer les compétences du personnel responsable du développement et de la gestion des systèmes informatisés de gestion (SIGEFI et SYGADE).

- **Le Parlement** devrait :
 - exiger le respect des indicateurs d'exécution du budget
 - analyser périodiquement le niveau d'exécution du budget au courant de l'année et ainsi poursuivre son rôle de contrôle de l'exécution du budget. Les ministres qui n'exécutent pas correctement leurs budgets recevraient des réprimandes et des mises en garde ;
 - intensifier le contrôle parlementaire et exiger même des contrôles physiques de l'exécution du Budget et en particulier des dépenses pro pauvres. Le rôle du Parlement de représenter la population devrait pousser cette institution à s'impliquer davantage pour vérifier l'exécution sur le terrain du budget voté ;
 - renforcer les capacités des différentes commissions de l'Assemblée nationale responsables du budget à travers des séminaires de formation sur le processus budgétaire, la lecture d'un budget et autres domaines connexes tel le suivi des recommandations ;
 - renforcer les capacités d'analyse de la Commission chargée de l'évaluation du budget, et en matière d'examen des projets de loi à caractère financier et de contrôle de la gestion des finances publiques.

Les citoyens pour qui les budgets sont votés et qui financent une bonne partie des budgets ont le droit d'être informés sur les budgets quant aux niveaux d'exécution. La société civile a le droit et le devoir de suivre les questions budgétaires quitte à informer les citoyens et permettre une réelle participation dans la gouvernance de l'Etat.

0. Introduction

0.1. Le cadre et le contexte de l'étude

L'OAG est une organisation de la société civile qui s'est engagée à suivre l'action gouvernementale. Chaque année, elle lance des études d'évaluation des activités de l'Etat et en particulier du budget. Cette année 2010, l'étude d'analyse de l'exécution du budget 2010 au 30/06 2010 est venue à point nommé surtout que les années de fin de mandat connaissent des exécutions budgétaires assez particulières. L'analyse de l'exécution du budget permet aussi aux citoyens d'évaluer l'efficacité des services de l'Etat et ainsi, comme dans toute démocratie, de participer à la vie publique.

0.2. Justification de l'étude

L'analyse de l'exécution du budget d'un Etat à la fin du 1^{er} semestre 2010 est un exercice qui a de l'importance pour le Gouvernement lui-même, et les citoyens du pays. L'exécution du budget montre les performances du Gouvernement dans la mise en œuvre des priorités qui sont normalement tirées des programmes divers à moyen et long terme.

L'analyse de l'exécution du budget à mi parcours de l'exercice 2010 a porté sur les points suivants :

- le niveau d'exécution global du budget et ses tendances ;
- le niveau d'exécution des ressources à la fois internes et externes ;

- le niveau d'exécution des dépenses de l'Etat dans chacune de ses composantes comme les dépenses de fonctionnement et d'investissement, les salaires, l'achat de biens et de services, les transferts courants et le paiement des intérêts ;
- le niveau d'exécution du financement du déficit public.

Cette analyse est importante car elle va permettre à l'OAG, qui a besoin de préparer un plaidoyer sur l'amélioration des niveaux de performance de l'exécution

0.3. Méthodologie

Afin d'analyser le niveau d'exécution du Budget 2010, l'approche utilisée a été de réunir d'abord la documentation relative à l'exécution dudit budget au sein de la Direction du budget et contrôle, la Loi des finances 2010. Par la suite, un travail de terrain a été réalisé pour discuter avec certains acteurs sur les questions de fond liées au financement de la lutte contre la pauvreté.

Chapitre 1 : L'évaluation de l'exécution du budget des ressources

Les recettes totales du Budget 2010 encaissées au 30/06/2010 sont égales à 234.652.016.818 BIF sur 726.469.934.836 BIF prévues soit un taux d'exécution de 33,5%.

L'exécution du budget des ressources n'est pas de même niveau pour les recettes fiscales qui atteignent 46,3%, les recettes non fiscales 47,3% et les dons 24.16% tel que le montre le tableau ci-après.

Tableau n°1 : Niveau d'exécution des ressources au 30/06/2010

Nature des ressources	Prévisions 2010	Exécution au 30/6/2010	%
Recettes totales	726.469.934.836	234.652.016.818	33,5%
Recettes fiscales	342.784.577.131	158.633.350.725	46,3%
Recettes non fiscales	246.385.201.125	11.661.617.069	47,3%
Recettes exceptionnelles	2.415.000.000	1.586.778.927	65,7%
Dons	356.631.837.580	86 .159. 321. 026	24.16 %

Source : Ministère des finances

Figure n°1 : Comparaison du niveau d'exécution de certaines ressources au 30/06/2010

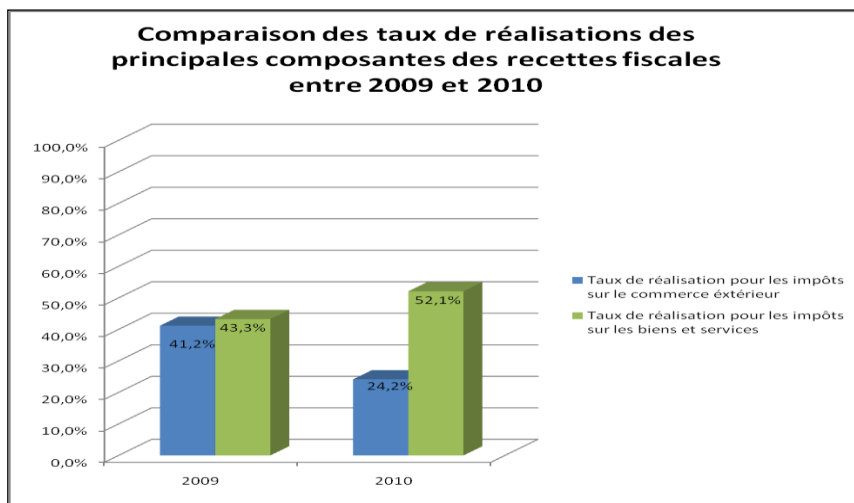


Tableau n°2 : Niveau d'exécution des ressources au 30/06/2009

Nature des ressources	Prévisions 2009	Exécution au 30/6/2009	Taux d'exécution
Recettes totales	710.179.057.073	216.190.598.673	26.88%
Recettes fiscales	312.439.719.986	152.591.566.817	48.84%
Recettes non fiscales	32.875.342.221	24.288.318.948	73.88%
Dons	364.863.994.866	39.310.712.908	10.77%

Source : Ministère des finances

Tableau n° 3 : Comparaison des niveaux d'exécution entre juin 2009 et juin 2010

Nature des ressources	Année 2009	Année 2010
Recettes totales	26.88%	33,5%
Recettes fiscales	48.84%	46,3%
Recettes non fiscales	73.88%	47,3%
Dons	10.77%	24.16%

Source : Ministère des finances

En comparant les deux années 2009 et 2010, le niveau d'exécution global a évolué positivement passant de 26.88 % à 33.5%. Toutefois le niveau d'exécution reste préoccupant car il devait être égal à 50% au moins. Les recettes fiscales ont un niveau d'exécution comparable sur les deux années. Les recettes non fiscales ont un niveau moins satisfaisant en 2010 car il est passé de 73.88% en 2009 à 47% en 2010. Le niveau d'exécution des dons reste très préoccupant sur les deux années bien qu'apparemment en 2010, ce niveau a un peu évolué passant de 10.77% en juin 2009 à 24.16% à la même période en 2010

1.1. L'exécution des recettes fiscales

Les recettes fiscales se sont en général bien comportées comme le montrent les données du tableau ci-dessous. Toutefois, les recettes douanières ont un niveau très inquiétant.

Tableau n°4 : Niveau d'exécution des recettes fiscales au 30/06/2010

Nature des ressources	Prévisions 2010 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2010 en Milliards BIF	Taux d'exécution
1. Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital	86,9	55,02	63,3%
2. Impôts sur les biens et Services	166,8	86,93	52,10%
3. Impôt sur le commerce extérieur et les Transactions Internationales	68,9	17,13	24,2%

Source : Ministère des finances

On remarque que l'exécution du budget des Impôts sur les revenus et les impôts sur les biens et services est satisfaisante car le taux d'exécution dépasse 50%. Par contre, l'exécution du budget des recettes douanières qui est de 24,82% à fin juin 2010, est réellement problématique.

Tableau n°5 : Niveau d'exécution des recettes fiscales au 30/06/2009

Nature des Ressources	Prévisions 2009 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2009 en Milliards BIF	Taux d'exécution en %
1) Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital	72.782.277.343	36.973.525.24	50.80%
2) Impôts sur les biens et Services	142.482.855.412	62.394.262.913	43.79%
3) Impôt sur le commerce extérieur et les Transactions Internationales	72.501.026.791	25.062.676.422	34.57%

Source : Ministère des finances

Tableau n° 6 : Comparaison des niveaux d'exécution au 30 juin 2009 et au 30 juin 2010

Nature des ressources	30/06/2009	30/06/2010
4) Impôts sur les revenus, bénéfiques et gains en capital	50.80%	63,3%
5) Impôts sur les biens et Services	43.79%	52,10%
6) Impôt sur le commerce extérieur et les Transactions Internationales	34.57%	24,2%

Source : Ministère des finances

En comparant les deux années 2009 et 2010, on remarque que le niveau des recettes fiscales internes a évolué positivement tandis que les recettes sur le commerce extérieur ont diminué d'une manière très visible passant de 34.57% à 24.2%. Il faut remarquer que les impôts sur les

revenus ont été très bien exécutés puisque leur niveau atteint 63.3% au lieu de 50.8% en 2009. Le niveau d'exécution des taxes sur les consommations de biens et de services ont eu aussi une bonne progression passant de 43.79% en 2009 à 52.1% en 2010.

1.1.1. Les impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital

Ces ressources comprennent les impôts sur les revenus des personnes physiques, l'impôt sur les rémunérations, le prélèvement forfaitaire, l'impôt sur les revenus des sociétés et sur les revenus des capitaux mobiliers dont l'exécution se présente comme suit au 30/6/2010 :

Tableau n° 7 : Les impôts sur les revenus, les bénéfiques et les gains en capital

Nature de l'impôt	Prévision 2010 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2010 en Millions BIF	Taux d'exécution
1. Impôt sur les revenus des personnes physiques	1,69	1,33	78,36%
2. Impôt sur les rémunérations	28,47	19,83	69,62%
3. Taxe forfaitaire	8,45	2,10	24,8%
4. Impôt sur les revenus des Sociétés	39,12	25,07	64,10%
5. Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers	5,56	3,59	64,58%
6. Impôts sur Revenus exercices antérieurs (Société)	1,93	1,53	78,86%
7. Majorations de retard	1,04	0,2	0,19%

Source : Ministère des finances

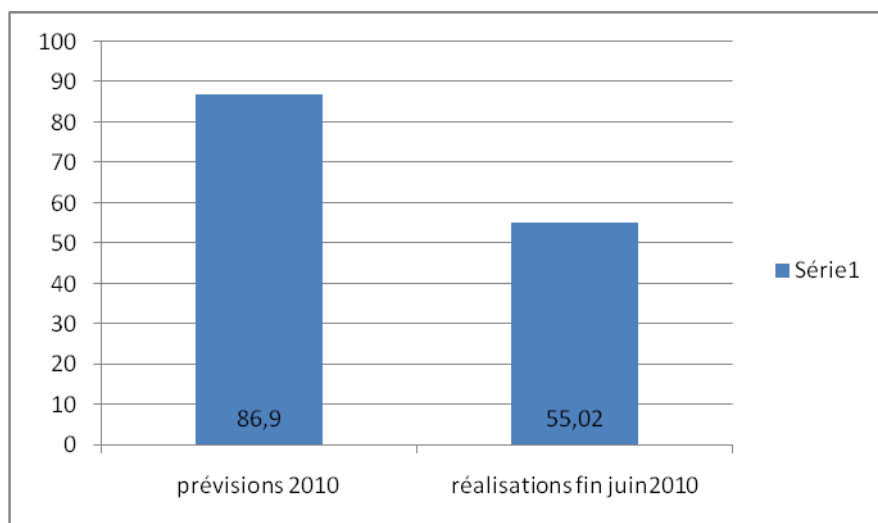
A part la taxe forfaitaire et les majorations de retard, les autres catégories d'impôts sur les revenus ont un taux d'exécution qui dépasse 50%. La taxe forfaitaire est formée par les forfaits conventionnels négociés, les forfaits légaux sur le transport des taxis ainsi que le prélèvement libératoire appliqué lors de l'achat par les détaillants de certains produits de grande consommation comme les produits BRARUDI, le sucre, le carburant, les cigarettes, les tissus, les viandes de boucheries, l'huile de palme, la location des engins etc...

Les majorations de retard ont un faible taux d'exécution à cause d'une faible activité des contrôles fiscaux en 2010 suite à la mise en place des structures de l'OBR.

Au 30/06/ 2009, le niveau d'exécution était de 50.80% soit des recettes de 36.973.525.724 BIF perçues sur

72.782.277.343 BIF prévues. Le niveau de 63.3% au 30/06/2010 est satisfaisant mais comme il n'y a pas d'activités de vérifications des dossiers fiscaux, le niveau moyen peut être réduit en fin d'année compte tenu que les déclarations se font avant avril de chaque année. Il serait donc prudent de croire que le niveau des recettes sera plus important à fin 2010.

Figure 2 : prévisions et réalisations des impôts sur les revenus



1.1.2. Les impôts sur les biens et services

Les impôts sur les biens et services comprennent la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), la taxe touristique, la taxe sur la consommation du tabac, des bières et limonades, du sucre et sur la télédistribution et sur le carburant. Le taux d'exécution global est de 52,1%, mais les taux spécifiques

d'exécution sont très différenciés comme le montre le tableau ci-après :

Tableau n°8 : Les impôts sur les biens et services

Nature de l'impôt	Prévisions 2010 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2010 en Milliards de BIF	Taux d'exécution en %
1. Taxe sur la valeur ajoutée	99,01	58 ,4	59%
2. Taxe touristique	0,57	0	0%
3. Taxe de consommation sur le tabac	2,62	1,82	69,07%
4. Taxe de consommation sur les bières et limonades	47,19	16,87	35,75%
5. Taxe de consommation sur le sucre	4,40	2,53	57,44%
6. Taxe sur la consommation de carburant	10,61	3,35	31,53%
7. Autres	0,009	1,18	263,37%
8. Taxe sur la télédistribution	0,006	0	0%

Source : Ministère des finances

Comme on peut le remarquer les taxes collectées sur les produits BRARUDI n'ont pas un taux d'exécution satisfaisant. Il en est de même de la taxe touristique et de celle de la télédistribution qui n'ont pas été mises en place depuis leur annonce. Le taux de la TVA de 59% est satisfaisant si on considère qu'elle n'a qu'une année d'existence et si on tient compte aussi des bouleversements d'organisation intervenus dans les brigades TVA.

Toutefois, les crédits TVA restent importants car chaque mois ils avoisinent 2 Milliards BIF. Les crédits Taxe de transaction non remboursés sont aussi très importants car ils avoisinaient 4 Milliards fin juin 2009. L'OBR semble refuser l'utilisation des chèques spéciaux du Trésor , ce qui

laisse croire que le niveau d'exécution de la TVA devrait être réduit de ces crédits que l'OBR ne rembourse pas.

1.1.3. Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales

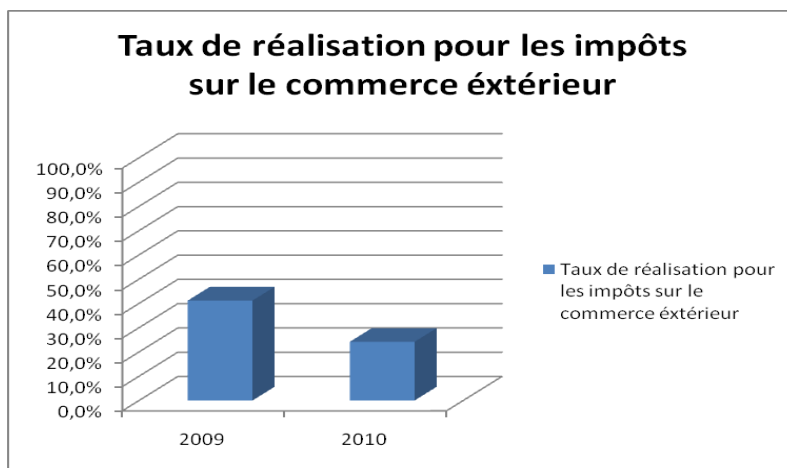
Le taux d'exécution des impôts visés i.e. les droits de douane et les droits à l'exportation, n'est pas satisfaisant car il est de 24,82% après 6 mois. Les seuls impôts ayant un niveau d'exécution supérieur à 50% sont le Fond routier, les taxes de péage routier ainsi que les amendes douanières et les produits de confiscation.

Tableau n°9 : Niveau d'exécution des impôts sur le commerce extérieur

Nature de l'Impôt	Prévisions 2010 en Milliards BIF	Exécution 30/6/2010 en Milliards BIF	Taux d'exécution en %
1. Droits fiscaux à l'importation	41,43	9,39	22,67%
2. Taxes sur le Carburants y compris le FRN	3,24	2,58	79,51%
3. Taxe sur les carburants (part affecté au Fond de stock stratégique)	4,845		
4. Taxe sur les carburants (Part affecté au Fond social carburant)	0,790		
5. Taxe sur les carburants pour les exercices antérieurs	2,2		
6. Compensation COMESA	12,760	0	0%
7. Taxe sur colis postaux	0	1,12	
8. Droits à l'exportation	3,73	1,56	41,74%
9. Autres taxes sur le Commerce international dont les taxes de péage routier, amendes douaniers et produits de confiscation	3,73	2,03	54,04%

Source : Ministère des finances

Figure3 : Comparaison des niveaux d'exécution des impôts sur le commerce extérieur



Les recettes sur le commerce extérieur ont chuté par rapport à 2009. On pourrait se demander les raisons de cette inefficacité. Certains avancent la fraude grandissante et la corruption qui s'observent à la douane, mais aussi il faut noter que d'après les statistiques publiées sur le site de la BRB, les importations ont diminué en valeur puisque à fin mai 2010 elles totalisaient 216.821.3 Milliards, contre 237.773 à la même période en 2009.

Notons que ce niveau bas est aussi accentué par les subventions de l'EAC dont le niveau d'exécution n'est pas renseigné.

1.2 L'exécution des recettes non fiscales

Les recettes non fiscales comprennent les revenus de la propriété de l'Etat comme les dividendes, les frais de location de terrains et les revenus des redevances domaniales et des carrières. Elles comprennent aussi les revenus de ventes de biens et de services, les ventes des imprimés, les prestations, les amendes ...

Le niveau d'exécution globale est de 47,3% au 30/06/2010. Ce niveau varie beaucoup par nature de recettes non fiscales comme le montre le tableau ci après :

Tableau n°10 : Niveau d'exécution des recettes non fiscales

Nature de la recette	Prévisions du Budget 2010 en Milliards BIF	Exécution au 30/06/2010 en Milliards BIF	Taux d'exécution en %
Revenus de propriété	9,19	8,15	88,7%
Ventes de biens et services	0,48	1,41	290,72%
Droits administratifs	8,91	3,16	35,48%
Amendes et pénalités	0,66	0,19	28,96
Autres produits non fiscaux	4,403	0	0%
Produits financiers	1,000	0,172	17.29%

Pour les droits administratifs, il faut noter que même si les passeports n'ont pas été délivrés à temps, on remarque que le niveau d'exécution est assez satisfaisant sans doute à cause des titres de voyage suppléant le passeport comme les « Laissez passer » utilisés dans la Région.

Tableau n°10 bis : Niveau d'exécution des droits administratifs

Nature des droits	Prévisions 2010	Niveau d'exécution à fin Juin 2010	Taux d'exécution
Droits administratifs	8 909 350 288	3 161 312 714	35,5%
Passeports & titres de voyages	811 536 000	421 963 349	52,0%
Visas & passeports par les ambassades	800 000 000	395 901 414	49,5%
Visas & immatriculations des étrangers	1 049 400 000	554 685 172	52,9%
Taxe de bâtisse	450 000 000	153 553 273	34,1%

Source : Ministère des finances

On remarque qu'il ya des difficultés dans les révisions des revenus de propriété tels les dividendes et les frais de locations. Il en est de même des produits de ventes. Le taux d'exécution de 88% et de 290% montre qu'il n'y a pas de maîtrise dans les prévisions.

1.3. Les produits exceptionnels

Les produits exceptionnels sont formés par les produits de la liquidation des entreprises publiques ainsi que d'autres produits exceptionnels telle la récupération des fonds détournés et les malversations. Le taux d'exécution est satisfaisant puisqu'il atteint 65,6% au 30/6/2010. Toutefois, les produits de liquidation et de privatisation des entreprises sont insignifiants.

Tableau n°11 : Niveau d'exécution des produits exceptionnels

Nature des Produits	Prévisions 2010 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2010 en Millions BIF	Taux d'exécution
1. Produits de liquidation et privatisation des entreprises	2,200	0,085	0,003%
2. Autres dont récupération des fonds détournés	0,215	1,500	697%
TOTAL	2,415	1,586	65,6%

Source : Ministère des finances

Les autres produits dont ceux de la récupération des fonds détournés, ont été réalisés mais il faut dire que vu le stock de montants que l'Etat devrait récupérer (selon les organisations de la société civile), le budget 2010 avait été minoré sur ce point. Il est étonnant de voir combien les prévisions sont sous-estimées alors que les dossiers de malversations sont si nombreux. En comparant avec les budgets de +2.4 Milliards BIF utilisés par les institutions de lutte contre la corruption et les malversations économiques, on remarque que ces dernières ne sont pas efficaces. Il leur faudrait récupérer plus de fonds détournés.

1.4. Les dons

Les dons comprennent les dons budgétaires ou appuis budgétaires et les dons sur projets avec financement extérieur. Le niveau d'exécution de toutes les catégories de dons est très bas (24.16%) sur la période des 6 premiers mois de l'année 2010 tel que le montre le tableau ci-après :

Tableau n° 12 : Niveau d'exécution des dons au 30/06/2010

Nature des dons	Prévisions 2010 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2010 en Milliards BIF	Taux d'exécution
1. Dons courants (appui budgétaire)	167.505.200.000	75 550 289 538	45,10%
2. Dons en capital (Dons sur projets)	189.126.637.580	10 609 031 488	5,61%
TOTAL DONDS	356.631.837.580	86 159 321 026	24.16%

Source : Ministère des finances

Tableau n°13 : Niveau d'exécution des dons au 30/06/2009

Nature des dons	Prévisions 2009 en Milliards BIF	Exécution au 30/6/2009 en Milliards BIF	Taux d'exécution
Dons courants (appui budgétaire)	128 127 708 000	28 258 616 857	22.06%
Dons en capital (Dons sur projets)	236 736 286 866	11 052 096 051	4.67%
TOTAL DONDS	364 863 994 866	39 310 712 908	10.77%

Source : Ministère des finances

Depuis 2007, on remarque que les prévisions des dons sont exécutées à des niveaux très bas. Ce qui laisse penser que leur gestion n'est pas maîtrisée par les cadres et agents de l'Administration Burundaise.

La manière dont les dons sont budgétisés explique aussi ce niveau faible dans l'exécution budgétaire. En général en effet, les montants qui figurent dans les prévisions budgétaires ne sont pas souvent confirmés par les bailleurs de fonds.

L'autre raison vient des procédures de débloqué des fonds et d'attribution des marchés. Ces procédures sont souvent complexes et longues et souvent non maîtrisées par l'Administration.

Les appuis budgétaires des bailleurs ne sont pas totalement connus avant le début de l'exercice budgétaire. Les calendriers de décaissements, lorsqu'ils existent, ne sont pas toujours respectés, les données relatives à l'exécution des projets, en particulier ceux financés sur dons, ne sont pas exhaustives. La maîtrise des dépenses doit être retrouvée au niveau global, et elle devrait représenter une maîtrise de dépenses au niveau de chaque ministère et agence du Gouvernement, plutôt que de la seule responsabilité du Ministère des Finances. De nombreuses procédures parallèles sont utilisées. Enfin, parfois ces dons sont donnés avec des conditionnalités, ce qui freine leur débloqué.

Chapitre 2 : L'exécution des dépenses

2.1 Exécution globale sur ressources nationales

L'exécution globale des dépenses du Budget Général de 675.739.016.181 BIF sur les ressources internes est de 45,7% sur base engagement et de 33,1% base caisse soit 308.947.200.612 BIF engagés et 223.926.951.449 BIF payés. Pour certains services, le taux d'exécution (base engagement) dépasse 50%, atteignant même pour certains 68,3% pour le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture et 62,1% pour la Deuxième Vice Présidence.

D'autres services n'atteignent pas 50%, le plus petit taux d'exécution est de 13% pour le Ministère de la Lutte contre le SIDA, de 25,0% pour le Ministère de l'Energie et des Mines, 31,6% pour le Ministère des Transports, Postes et Télécommunications, 32,3% pour le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, 33,2% pour le Ministère de la Planification et de la Reconstruction, 33,8% pour le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du tourisme.

Tableau n°14 : Niveau d'exécution du budget des dépenses sur ressources nationales

Libellé Ministères	Crédit en Millions BIF	Engagement	Paiement	Taux d'exécution base engagement	Taux d'exécution base caisse
Présidence de la République	17.647	9.777	8.400	55%	44.3%
Première Vice-présidence	1.067	1.367	1.138	49%	41%
Deuxième Vice-présidence	1.068	774	661	72.4%	61.8%
Parlement	13.941	6.093	5.106	43,71%	36,60%
Ministère de l'Intérieur	7256	4.612	4.563	63.56%	62,90%
Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal	1.743	1.013	999	58.12%	57,40%
Ministère de la Sécurité Publique	44.882	20.009	12.777	44,20%	28,20%
Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	20.843	12.471	11.736	59,30%	55,80%
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	70.377	35.764	23.144	50,80%	32,90%
Ministère des Finances	141.609	54.488	19.477	40,10%	14,30%
Ministère du Plan et de la Reconstruction	3.441	1.142	932	33,20%	27,10%
Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	16.783	8.483	6.988	50,20%	41,40%
Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation	2.497	1.164	905	46,60%	36,30%
Ministère de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement	4.431	2.033	1.645	45,30%	36,70%
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	4.664	1.824	1.628	39,10%	34,90%
Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine	1.419	812	747	57,20%	52,60%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	30.558	12.865	11.086	42,10%	36,30%
Ministère de l'Enseignement de Primaire et Secondaire	136.462	66.659	61.423	48,80%	45,00%

Ministère de la Santé Publique	63.512	33.103	27.471	52,10%	43,30%
Ministère de la Lutte contre le Sida	2.573	334	119	13,00%	4,60%
Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés de la Reconstruction Nationale, et de la Réintégration Sociale	9.313	3.384	2.783	36,30%	29,90%
Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre	378	306	263	44,00%	37,90%
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	2.065	1.410	1.258	68,30%	60,90%
Ministère de l'enseignement des métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation	4.214	1.516	1.418	36,00%	33,70%
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	18.037	5.826	3.350	32,30%	18,60%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	2.719	918	733	33,80%	27,00%
Ministère de l'Énergie et des Mines	17.273	4.315	2.611	25,00%	15,10%
Ministère des Transports, Postes et Télécommunications	1.697	536	487	31,60%	28,70%
Ministère de l'Eau, Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	12.522	4.898	2.513	39,10%	20,10%
Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement	20.927	11.037	7.550	52,70%	36,10%
TOTAL GENERAL	675.739	308.933	211.134	45,72%	31,24%

Source : Ministère des finances

Le niveau d'exécution des dépenses est faible d'une manière globale car il est seulement de 45.7% base engagement et de 33.2% base caisse (déjà payées). Le niveau d'exécution est aussi très variable suivant les services et ministères. Certains ministères n'ont pas de capacité pour engager leur budget ; certains évoquent les difficultés liées au nouveau Code des marchés publics. Toutefois, il est bon de se poser la question sur les procédures de prévisions budgétaires car visiblement on accorde des crédits à des services qui n'ont peut être pas de besoins réels à pour les utiliser.

Les ministres devraient savoir que l'exécution budgétaire étant liée à leurs activités, ils sont tenus d'en faire le suivi.

Tableau n°15 : Services ayant un niveau d'exécution très bas

SERVICES AYANT UN NIVEAU D'EXECUTION TRES BAS					
Nature du service	Crédit en Millions BIF	Engage-ment au 30/06/2010 en Millions BIF	Paiement au 30/06/2010 en Millions BIF	Taux d'exécution base engagement	Taux d'exécution base caisse
Ministère de la Sécurité Publique	45 321	20 009	12 777	44,20%	28,20%
Ministère des Finances	135 958	54 488	19 477	40,10%	14,30%
Ministère de la Lutte contre le Sida	2 573	334	119	13,00%	4,60%
Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés de la Reconstruction Nationale, et de la Réintégration Sociale	9 313	3 384	2 783	36,30%	29,90%
Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre	696	306	263	44,00%	37,90%
Ministère de l'enseignement des métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation	4 .214	1 .516	1. 418	36,00%	33,70%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	18 037	5 826	3 350	32,30%	18,60%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	2 719	918	733	33,80%	27,00%
Ministère de l'Énergie et des Mines	17 273	4 315	2 611	25,00%	15,10%
Ministère des Transports. Postes et Télécommunications	1 697	536	487	31,60%	28,70%
Ministère de l'Eau, Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	12 522	4 898	2 513	39,10%	20,10%

Le niveau d'exécution du budget dépend de beaucoup d'éléments liés aux prévisions, à la capacité de maîtrise des procédures de déblocage des marchés publics. Tous ces éléments devraient faire l'objet d'un programme planifié par le Gouvernement pour renforcer les capacités des fonctionnaires qui s'occupent de la gestion des budgets au cours des années prochaines.

2.2. L'exécution du budget ordinaire

Le budget ordinaire est exécuté au 30/6/2010 à un niveau de 49,3% (hors amortissement de la Dette et intérêts). Ce niveau est différent suivant les secteurs (salaires, biens et services, transferts aux ménages, intérêts...)

2.2.1. Le niveau d'exécution des salaires

Sur un budget de 212.411.696.196 BIF, 110.230.228.515 BIF sont engagés au 30/06/2010. Le niveau d'exécution du budget des salaires est de 51,9% base engagement et de 43,4% base caisse au 30/6/2010 (soit 92.200.449.667 BIF).

D'une manière générale, tous les services ont un taux d'exécution qui approche 50%. Certains services ont des écarts à souligner comme la Présidence de la République (32,9%), le Parlement (35,9%), le Ministère de l'Intérieur (38,5%), le Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine (35%), le Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des réfugiés et de la réintégration sociale (19,2%). Le Ministère des Droits de la personne Humaine et du Genre (39,4%) a un taux inférieur à 40%. On peut

penser à des recrutements gelés ou à de mauvaises prévisions suite à des actions jamais mises en œuvre.

Par contre, certains services ont des taux d'exécution très élevés, ce qui laisse penser à des recrutements ou des paiements non prévus dans le budget. Il s'agit du Ministère de l'Information, de la Communication et des relations avec le Parlement (75,7%), du Ministère de la Santé Publique (66%) et du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (84,5%), du Ministère de l'Energie et des Mines (58,4%) et du Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme (60,9%), du Ministère du commerce, de l'industrie et du tourisme(66.6%). Par ailleurs après épuisement du budget, il y aura encore des impayés qui se transformeront en arriérés qui vont grever le budget 2011. Aussi, le non paiement des salaires a pour effet d'accumuler les arriérés de 8.5%

Tableau n° 16: Niveau d'exécution du budget des salaires

Libellé Ministères	Crédit	Engagement	Paiement	Taux base engagement	Exécution base caisse
Présidence de la République	8 .601. 038 .367	2 831 913 794	2 .322 .108 .521	32,90%	27,00%
Première Vice-présidence	89 .124 .129	44 .562 060	37 .135 .050	50,00%	41,70%
Deuxième Vice-présidence	97 .564 .404	48 .782 .196	40 .651. 830	50,00%	41,70%
Parlement	6 .072 .919. 528	2. 180 .132. 520	1. 725 .670 .492	35,90%	28,40%
Ministère de l'Intérieur	1 .222. 887 .214	471. 127. 615	450. 674. 648	38,50%	36,90%
Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal	126. 573. 091	70 .944 .287	70 .054 .992	56,10%	55,30%
Ministère de la Sécurité Publique	21 .203 .180. 621	10. 578. 808. 691	5. 260 .619 .605	49,90%	24,80%
Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	6. 764 .345 .060	2 .857. 342 .606	2. 394 .763. 963	42,2%	35,40%
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	34 .981 .565 .156	15 .951 .954. 549	7 .962 .346 .380	45,60%	22,80%
Ministère des Finances	1 .905. 619 974	1 .038. 228. 776	818 .275 .619	54,50%	42,90%
Ministère du Plan et de la Reconstruction	267. 221. 640	125 .701 .872	107. 573. 623	47,00%	40,30%
Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	8 .437 .710 .108	4. 222. 102. 438	3 .588. 303 .167	50,00%	42,50%
Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation	316 .419 .937	155.005 .357	151 .935. 079	49,00%	48,00%
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	757 .729. 177	365 .582 .297	333 .370 .383	48,20%	44,00%
Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine	197. 127 .834	69 .087. 769	68. 180 .470	35,00%	34,60%

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	232 .798 .979	196 .773 .197	191 .681 .168	84,50%	82,30%
Ministère de l'Enseignement de Primaire et Secondaire	92 .042 .640 .798	51 .504 .811 .290	49 .902 .003 .553	56,00%	54,20%
22 - Ministère de la Santé Publique	19 .632 .348 .042	13 .069 .947 .955	12 .672 .435 .067	66,60%	64,50%
Ministère de la Lutte contre le Sida	57 .831 .476	29 .765 .001	29 .348 .605	51,50%	50,70%
-Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés de la Reconstruction Nationale, et de la Réintégration Sociale	501 .653 .696	96 .389 .801	93 .900 .911	19,20%	18,70%
Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre	88 .877 .366	35 .033 .103	34 .438 .965	39,40%	38,70%
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	306 .059 .314	137 .774 .084	133 091 221	45,00%	43,50%
Ministère de l'enseignement des métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation	2 .697 .506 .720	1 .302 .653 .879	1 .274 .784 .114	48,30%	47,30%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	4 .028 .593 .792	1 .765 .559 .344	1 .564 .518 .673	43,80%	38,80%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	384 .364 .374	255 .985 .360	248 .577 449	66,60%	64,70%
Ministère de l'Énergie et des Mines	269 .776 .460	157 .571 .623	143 .807 .094	58,40%	53,30%
Ministère des Transports. Postes et Télécommunications	86 .425 .107	44 .505 .286	43 .596 .839	51,50%	50,40%
Ministère de l'Eau , Environnement , de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	734 .010 .908	447 .091 .522	388 .870 .289	60,90%	53,00%
Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement	270 .439 .700	146 .812 .739	120 .943 .124	54,30%	44,70%
Total Général	212.411 .696.196	110 .230 .228 .515	92 .200 .449 .667	51,90%	43,40%

Source : Ministère des finances

Niveau d'exécution par nature de salaires

L'analyse de la nature des salaires payés montre qu'il ya eu des exécutions qui avoisinent 57% pour les sous statuts. Cette situation vient des arriérés de salaires payés pour certaines catégories de salariés comme les enseignants. On peut aussi penser à des régularisations de salaires et des recrutements en dehors du budget dans certains ministères comme celui de l'Enseignement Supérieur et celui de la Communication dont les niveaux d'exécution vont au de là de 60%.

Tableau n°17 : Niveau d'exécution par nature de salaires

Nature de salaires	Budget 2010	Exécution au 30/06/2010	Taux d'exécution
Salaires des Sous statuts	142 445 695 602	81 115 980 814	56.94%
Salaires des Sous contrats	45 093 580 655	20 248 230 790	44.90%
Charges sociales	13 172 771 109	5 294 933 318	40.19%

Source : Ministère des finances

2.2.2. Le niveau d'exécution du budget de dépenses des biens et services

Les dépenses de biens et des services ont un budget de 98.572.484.899 BIF dont 48.006.286.685 BIF sont engagés soit 48,7% et 39.115.447.940 BIF sont payés au 30/6/2010, soit 39,7%.

La plupart des services ont des taux très bas qui montrent que le budget voté n'est pas du tout consommé. A titre d'exemple, les services suivants n'ont pas un niveau de

40% base engagement : Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal (39,1%), Ministère de la Sécurité Publique (38,8%), Ministère des Finances (39,1%), Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (36,9%), Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (26,2%) , Ministère de la Santé Publique (35%), Ministère de la Lutte contre le SIDA (9,4%), Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (29,8%), Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation (16,1%), Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (25,8%), Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme (31,6%), Ministère de l'Energie et des Mines (30,8%), Ministère des Transports, Postes et Télécommunications (18,7%) et Ministère de l'Eau, Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme (36,1%). Aussi, le non paiement des factures a pour effet d'accumuler les arriérés de 9%.

Tableau n° 18: Niveau d'exécution du budget d'achats de biens et de services

Libellé Ministères	Crédit	Engagement	Paiement	Taux d'engag/credit	Taux d'exécution base caisse
Présidence de la République	3. 860. 146 .013	1. 937. 388 .489	1. 640. 806 .671	50,20%	42,50%
Première Vice-présidence	785. 073 .832	509. 290 .704	479 .769. 820	64,90%	61,10%
Deuxième Vice-présidence	874. 383. 548	611 .053. 835	532. 868. 252	69,90%	60,90%
Parlement	7 .028 .502. 835	3. 568 .542 .780	3 .101. 744 .030	50,80%	44,10%
Ministère de l'Intérieur	221. 622 .200	98. 211 .275	91. 989 .731	44,30%	41,50%
Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal	75 .190 .429	29 .410 .379	24 .988 .008	39,10%	33,20%
Ministère de la Sécurité Publique	23 .432 .965. 445	9. 086 .950 .691	7. 254. 187. 872	38,80%	31,00%
Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	6 .240 .751 .839	3 .600 .987 .504	3 .338 .887 .811	57,70%	53,50%
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	30 .149 .379. 698	16 .615 .280 .429	12 .903 .184 .643	55,10%	42,80%
Ministère des Finances	1 .292 .139 .429	504. 667 .637	394. 632 .774	39,10%	30,50%
Ministère du Plan et de la Reconstruction	140 .036 .695	71 .563 .508	36 .587 .107	51,10%	26,10%
Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	2. 412 .486. 976	1 .786 .213 .786	1 .662 .564 .956	74,00%	68,90%
Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance, de la Privatisation	87 .409 .242	56 .815 .770	51 .138 .309	65,00%	58,50%
Ministère de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement	131. 664 .710	74 .215 .450	13 .610. 528	56,40%	10,30%

Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	197 .500 .764	105 .859 .183	60 .028 .130	53,60%	30,40%
Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine	1. 197 .210 .000	741. 607 .432	677 .744. 026	61,90%	56,60%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	106 .925 .627	39.498 .988	32 .598 .785	36,90%	30,50%
Ministère de l'Enseignement de Primaire et Secondaire	4 .748 .113 .802	1 .245 .698 .437	764 .028 .372	26,20%	16,10%
Ministère de la Santé Publique	2. 418. 631. 282	845. 567 .748	744 .336 .322	35,00%	30,80%
Ministère de la Lutte contre le Sida	2 .395 .573 .242	238 .264. 785	29 .341 .832	9,90%	1,20%
Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés de la Reconstruction Nationale, et de la Réintégration Sociale	1. 021 .901 .900	96 .461 .985	55 .072 .197	9,40%	5,40%
Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre	110 .943 .608	52 .520. 352	44 .460 .647	47,30%	40,10%
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	155 .930. 725	46. 457 .074	36. 495 .184	29,80%	23,40%
Ministère de l'enseignement des métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation	294 .440 .190	47 .286 .738	28 .731 .756	16,10%	9,80%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	737 .271 .789	190. 242 .748	66 .391 .313	25,80%	9,00%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	185 .467 .939	58 .559. 834	18.027 .105	31,60%	9,70%
Ministère de l'Énergie et des Mines	323 .523. 047	99 .748. 835	49 .142 .297	30,80%	15,20%
Ministère des Transports. Postes et Télécommunications	697 .044 .781	130 .129 .958	127. 157. 304	18,70%	18,20%
Ministère de l'Eau, Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	320 .510 .259	115. 564 .671	83 .946 .363	36,10%	26,20%
Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement	6 .929 .743 .053	5. 402 .225. 680	4. 770 .985 .795	78,00%	68,80%
Total Général	98 .572 .484 .899	48 .006 .286 .685	39 .115. 447 .940	48,70%	39,70%

Source : Ministère des finances

Niveau d'exécution des frais de mission et des frais de location

Bien que le niveau d'exécution base caisse des biens et services soit en général bas (39.7%), certaines dépenses ont connu des niveaux d'exécutions élevés en particulier les frais de location, les frais de mission et les frais d'assistance technique comme le montre le tableau ci après :

Tableau n° 19 : Niveau d'exécution des frais de mission et des frais de location

Nature de la dépense	Crédit 2010	Exécution au 30/06/2010	Taux d'exécution
frais de formation, de mission du personnel, de publicité et intendance	10 533 436 617	5 449 663 089	51.7%
Locations	16 971 275 233	10 336 324 256	60.9%
frais d'honoraire, d'acte et d'assistance technique	2 676 629 813	2 323 496 491	86.8%

Source : Ministère des finances

On remarque une bonne gestion des frais de mission surtout quand on compare avec 2009 où à la même période, le niveau d'exécution était de 71.6%. Le niveau des frais de missions assez bas dénote l'accaparement des fonctionnaires dans les activités liées aux élections. Les missions à l'Etranger ont diminué en nombre par rapport à 2009.

L'augmentation du niveau d'exécution des frais de location est due au paiement des arriérés de 2009. L'année 2010 va aussi accuser des arriérés si on considère le nombre de mois payés pour l'exercice.

2.2.3. L'exécution des versements d'intérêts

Tableau n° 20 : Niveau d'exécution charges financières de l'Etat

Nature de la dépense	Prévisions 2010	Exécution à fin juin 2010	Taux d'exécution
Intérêts extérieurs	12 .471 .257 .089	4 .846 .262. 693	38,90%
Intérêts intérieurs	17 .758 .464. 484	6 .713. 920. 486	37,80%
Total	30 .229 .721 .573	11. 560. 183 .179	38,20%

Source : Ministère des finances

Le versement des intérêts des emprunts a été exécuté à une moyenne faible qui n'atteint pas 40% à la fois pour la dette étrangère et pour la dette intérieure. Le risque de ne pas payer les dettes à temps est d'être sanctionné et de constituer des stocks de dettes difficiles à apurer plus tard. L'autre risque est que les intérêts non payés vont être capitalisés et augmenter le niveau de la dette. Par rapport à 2009, il ya eu régression puisque la même rubrique était exécutée à 41.5% à la même période.

2.2.4. L'exécution des dépenses de transferts

Les transferts aux ménages comprennent les bourses aux étudiants, les frais de scolarité, les frais d'entretien aux élèves et indigents ainsi que tous autres frais d'assistance sociale et autres frais courants donnés en faveurs des ménages.

Tableau n° 21 : Niveau d'exécution des transferts

Nature de la dépense	Prévisions 2010	Exécution au 30 juin 2010	Taux d'exécution
Transferts courants aux ménages	33 .144 .424. 932	15. 360. 467 944	46,30%
Allocations-Contributions	94 .869. 104 .736	50 .746 .153. 280	53,50%
Subventions	14 .000. 000	0	0,00%
TOTAL	128 .027 .529. 668	66. 106 .621 .224	51,60%

Source : Ministère des finances

Le niveau d'exécution de 51.6% des transferts aux ménages est un bon niveau d'exécution. Ceci est compréhensible car ce genre de supports du Gouvernement est primordial pour les ménages et les entreprises. Toutefois, les subventions n'ont pas été dépensées.

2.2.5. L'exécution des dépenses exceptionnelles

Tableau n° 22: Niveau d'exécution des dépenses exceptionnelles

Nature de la dépense	Prévisions 2010	Exécution au 30 Juin 2010	Taux d'exécution
Imprévus	8 .124. 000. 000	380.000	0,0046%

Source : Ministère des finances

Les imprévus n'étaient pas encore utilisés au 30/06/2010. Par rapport à 2009, le budget a été multiplié par 6 passant de 1.425.000.000 BIF à 8 .124. 000 .000 BIF. En 2009, à la même période, le budget des imprévus était exécuté à 74.3%.

Il faut remarquer toutefois que pour financer les dépenses exceptionnelles, le Gouvernement a plus recouru au

financement bancaire qu'au financement budgétaire, ce qui est néfaste pour notre monnaie

2.2.6.L'exécution des dépenses des exonérations

Tableau n° 23 : Niveau d'exécution des Exonérations

Nature de la dépense	Prévisions 2010	Exécution au 30 Juin 2010	Taux d'exécution
Exonérations	20.000.000.000	10.436.145.573	52,20%

Source : Ministère des finances

Le niveau des exonérations est bien exécuté car il oscille autour de 50%. Ceci dit, il semble que les seules exonérations renseignées sont celles données à la Douane. Les exonérations sur les recettes internes ne sont pas connues. Les données sur les exonérations restent toutefois en deçà de la réalité car les exonérations liées au code des investissements et aux impôts intérieurs ne sont pas renseignées.

2.3. L'exécution du budget d'investissement

Le Budget Extraordinaire et d'Investissement est exécuté au 30/6/2010 à 31,6% base engagement et 19,9% base caisse. Sur 107,19 Milliards BIF prévus, 33,88 Milliards BIF sont engagés et 21,29 Milliards sont payés. Notons qu'à fin juin 2009, le niveau d'exécution du budget d'investissements était de 40.3%. Il ya eu donc diminution du niveau de performance.

Tableau n° 24 : Niveau d'exécution du budget d'investissement

Libellé Ministères	Crédit	Engagement	Paiement	Taux d'engag /credit	Taux d'exécution base caisse
Présidence de la République	2. 070 .000 .000	1 .423. 724. 998	1. 265 .131. 665	68,80%	61,10%
Première Vice-Présidence	50 .000. 000	36 .536 .371	0	73,10%	0,00%
Deuxième Vice-Présidence	50 .000 .000	5 .959 .000	5. 959 .000	11,90%	11,90%
Parlement	341 .553 .750	96 .932. 224	76 .964 .881	28,40%	22,50%
Ministère de l'Intérieur	150. 000 .000	62 .500 .000	62 .500 .000	41,70%	41,70%
Ministère de la Décentralisation et du Développement Communal	425. 750 .798	119.081 .935	119. 081. 935	28,00%	28,00%
Ministère de la Sécurité Publique	30 .000 .000	0	0	0,00%	0,00%
Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	374 .934. 000	27.151 .393	27 .317 .688	7,20%	7,30%
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	3. 150. 000 .000	2 .163 .306 .320	1. 258. 800. 269	68,70%	40,00%
Ministère des Finances	3. 765 .945 .781	1. 699. 035 .391	794 .651. 870	45,10%	21,10%
Ministère du Plan et de la Reconstruction	1. 030. 107 .439	312 .428 .429	296 .568. 524	30,30%	28,80%
Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1 .116. 764 .378	401. 222 .845	319 .538 .310	35,90%	28,60%
Ministère de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement	601 .000 .000	74 .180 .688	59 .293 .808	12,30%	9,90%
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	13 .350. 000	5. 491. 720	0	41,10%	0,00%
Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine	20. 000 .000	0	0		0,00%

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	980.123.809	259.251.782	259.251.782	26,50%	26,50%
Ministère de l'Enseignement de Primaire et Secondaire	17.484.425.866	5.500.574.667	4.614.469.375	31,50%	26,40%
Ministère de la Santé Publique	18.737.391.366	4.815.671.504	3.831.770.376	25,70%	20,40%
Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés de la Reconstruction Nationale, et de la Réintégration Sociale	3.218.492.854	590.624.800	537.000.000	18,40%	16,70%
Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre	20.000.000	16.590.800	8.850.000	83,00%	44,30%
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	110.000.000	99.999.834	57.531.060	90,90%	52,30%
Ministère de l'enseignement des métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation	865.836.535	32.835.006	9.047.619	3,80%	1,00%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	11.384.270.084	3.128.912.084	1.202.252.412	27,50%	10,60%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	1.187.585.381	75.580.102	52.601.550	6,40%	4,40%
Ministère de l'Énergie et des Mines	15.963.254.656	3.745.962.328	2.199.691.212	23,50%	13,80%
Ministère des Transports, Postes et Télécommunications	615.000.000	236.810.065	191.810.065	38,50%	31,20%
Ministère de l'Eau, Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	9.997.220.000	3.656.160.920	1.482.089.414	36,60%	14,80%
Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement	13.440.167.696	5.296.929.551	2.562.874.865	39,40%	19,10%
Total général	107.193.174.393	33.883.454.757	21.295.047.680	31,60%	19,90%

Source : Ministère des finances

Tous les services n'ont pas exécuté le budget dans la même proportion. Cinq Ministères ont un taux dépassant 50% sur base engagement dont le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture qui atteint 90%, 83% pour le Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre. D'autres Ministères ont un taux inférieur à 50%, ici il faut souligner des ministères ayant des taux très bas : 0% pour le Ministère de la Sécurité publique et celui des Affaires de la Communauté Est Africaine, 3,8% pour le Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la formation professionnelle et de l'Alphabétisation, 6,4% pour le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, 7,2% pour le Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale, 11,9% pour la Deuxième Vice Présidence, 12,3% pour le Ministère de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement, 18,4% pour le Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des réfugiés et de la Réintégration Sociale. D'autres Services ne dépassent pas 30% à savoir le Parlement (28,4%), le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (26,5%), le Ministère de la Santé Publique (25,7%), le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (27,5%) et le Ministère de l'Energie et des Mines (23,5%).

Au niveau des paiements des factures, seule la Présidence de la République (61,1%) et le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (52,3%) ont un niveau atteignant 50% des prévisions.

La mauvaise exécution du budget d'investissement est liée aussi aux difficultés de maitrises de montages de projets.

Souvent, on demande un budget pour un projet qui n'est pas prêt et dont les coûts ne sont pas évalués. Il arrive même que l'on donne des financements pour des projets inexistantes.

2.4. L'exécution des dépenses P.P.T.E

**Tableau n° 25 : Niveau d'exécution des dépenses
PPTE**

Nature du service	Crédit 2010	Engagement au 30/06/2010	Taux d'exécution en %
Ministère de l'Economie, des Finances, et de la Coopération au Développement	40. 238 .600	3. 650. 000	9,10%
Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1. 119. 336 .564	144. 655. 650	12,90%
Ministère Chargé de l'Enseignement de Base et Secondaire	19. 165 .299. 866	2 .438. 775 .669	12,70%
Ministère de la Santé Publique et de la Lutte Contre le SIDA	32 .196 .836 .603	6. 938. 905 .816	21,60%
Ministère Chargé de la Lutte Contre le SIDA	2 .323. 000 .000	4 .150 .000	0,20%
Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement, de la Reconstruction Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	3 .663 .830. 754	867 .772. 256	23,70%
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	54 .000. 000	0	0,00%
Ministère de l'Enseignement des métiers et de l'alphabétisation des adultes	472. 500. 000	0	0,00%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	10 .746 .934. 000	742. 456 .766	6,90%
Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Mines	13 .170 .254 .656	1. 431 .188 .236	10,90%
Ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics	7 .576 .000. 000	679. 770 .911	9,00%
Ministère Chargé des Travaux Publics et de l'Equipement	8 .104. 729. 701	840 .872. 489	10,40%
Total général	98 .632 .960.744	14. 092 .197. 793	14,30%

Source : Ministère des finances

Les dépenses PPTTE ont un niveau d'exécution très bas au 30/6/2010 dans la mesure où il est de 14,3% seulement : soit un budget de 98.632.960.744 BIF voté et seulement 14.092.197.793 BIF engagés. Pratiquement, tous les ministères comme le ministère chargé de la Lutte contre le SIDA (0,2%), le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture (0%), le Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la Formation professionnelle et de l'alphabétisation (0%), le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (6,9%), le Ministère de l'Enseignement primaire et secondaire (12,7%), le Ministère de l'Energie et des Mines (10,9%), le Ministère de la Justice (19,9%), le Ministère des Finances (9,1%), le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Aménagement du Territoire et Urbanisme (9,0%), le Ministère des Travaux Publics et de l'Equipement (10,4%), ont des niveaux d'exécution alarmants (car inférieur à 15%).

2.4. L'exécution des dépenses propauvres

Tableau n° 26 : Niveau d'exécution des dépenses Pro pauvres

Nature du Service	PRO-PAUVRE crédit	Niveau engagement au 30/06/2010	taux d'exécu tion
Présidence de la République	40.000.000	0	0,00%
Deuxième Vice-présidence	50.000.000	5.959.000	11,90%
Parlement	71.262.400	28.211.976	39,60%
Ministère de l'Intérieur	150.000.000	37.500.000	25,00%
Ministère Chargé de la décentralisation et du développement communal	439.750.798	70.999.301	16,10%
Ministère de la Sécurité Publique	30.000.000	0	0,00%
Ministère des Relations Extérieures et de la coopération	374.934.000	27.151.393	7,20%
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	150.000.000	0	0,00%
Ministère de l'Economie, des Finances	2.018.765.020	229.933.151	11,40%
Ministère Chargé de la Planification et de la reconstruction	1.400.709.742	202.153.012	14,40%
Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	12.971.372.591	3.045.546.905	23,50%
Ministère de l'Information, Communication, Relations avec le Parlement et Porte Parole du Gouvernement	61.000.000	18.220.214	29,90%
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	2.388.842.688	95.123.172	4,00%
Ministère de l'enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique	30.373.755.139	5.939.030.322	19,60%

Ministère Chargé de l'Enseignement primaire et secondaire	114 .798 .604. 931	22. 881. 535 .690	19,90%
Ministère de la Santé Publique	30 .259 .023 .551	7. 271. 346 .858	24,00%
Ministère Chargé de la Lutte Contre le SIDA	154 .105. 844	36 .299 .595	23,60%
Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement, de la Reconstruction Nationale,	5. 431 .412 .159	699. 854 .309	12,90%
Ministère Chargé des Droits de la Personne Humaine et du Genre	590 .227. 702	119.. 215 .025	20,20%
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 .484 .257 .726	530 .473 .321	35,70%
Enseignements des métiers et de l'alphabétisation des adultes	3. 555. 654 .195	710 .994 .122	20,00%
Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	7 .031 .583 .332	1.251 .141. 760	17,80%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme	548 .436. 619	83 .677 .761	15,30%
Ministère de l'Eau, de l'Energie et des Mines	3 .578 .308. 886	131 .753 .212	3,70%
Ministère des Transports. Postes et Télécommunications	695 .409 .214	148 .352 .296	21,30%
Ministère de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics	4. 291. 979 .516	1 .466 .839 .525	34,20%
Ministère Chargé des Travaux Publics et de l'Equipement	12 .661 .074 .247	5 .444 .032 .315	43,00%
Total général	235 .600 .470. 300	50. 475. 344 .235	1,40%

Source : Ministère des finances

Sur un budget de dépenses pro pauvres de 236.600.470.300 BIF, seulement 50.475.344.235 BIF sont engagés au 30/6/2010. Le niveau d'exécution des dépenses pro pauvres

est donc de 21,4%, ce qui est un niveau très bas. Aucun service bénéficiant de ces dépenses n'a pu atteindre 45 %. Certains niveaux d'exécution sont très inquiétants et présagent que les pauvres n'ont pas accès aux services de base.

Par exemple les services ci-après ont des niveaux inférieurs à 25% : Services Présidence de la République (0%), Deuxième Vice Présidence (11,9%), Ministère à la Décentralisation (16,1%), Ministère à la Sécurité Publique (0%), Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale (7,2%), Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants (0%) , Ministère des Finances (11,4%), Ministère de la Justice et Garde des Sceaux (23,5%), Ministère de la Fonction Publique du travail et de la sécurité Sociale (4%), Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (19,6%), Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire (19,9%), Ministère de la Lutte contre le SIDA(23,6%), Ministère de la Santé Publique (24%), Ministère de la Solidarité Nationale, du Rapatriement des Réfugiés et de l'Action Sociale (12,9%), Ministère des Droits de la Personne Humaine et du Genre (20,2%), Ministère de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation (20%), Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (17,8%), Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme (15,3%), Ministère de l'Energie et des Mines (3,7%), Ministère des Transports, Postes et Télécommunications (21,3%).

Chapitre 3 : L'exécution des dépenses de financement

Tableau n° 27 Niveau d'exécution des dépenses de financement du déficit

NATURE	Prévisions 2010	Exécution au 30/06/2010	Taux d'exécution
Financement Extérieur	12 466 352 651	10 .699. 217 .599	85,80%
Avances BRB, Bons et Obligations du Trésor	48. 292 .390 .764	54 .533 .355 .957	112,90%

Source : Ministère des finances

L'Etat du Burundi a beaucoup recouru aux fonds de la Banque centrale afin de couvrir le financement de son déficit. Déjà au 30/06/2010, on remarque que les prévisions des avances de la BRB et les bons du Trésor sont exécutés à 112.9% tandis qu'en même temps, le compte du Trésor à la BRB est négatif de plus de 33 Milliards. Cette situation va accroître l'endettement intérieur et des effets directs sur la monnaie burundaise sont à prévoir à très court terme. Notons toutefois que le même compte affichait moins 52 milliards en Janvier 2010.

On remarque que le recours aux avances et aux Bons de la BRB est soutenu. Le recours en 2010 par le Gouvernement a été multiplié par 5 dans les prévisions par rapport à 2009. Au niveau de l'exécution il risque d'être exponentiel. Il y a aussi un effet pervers du niveau trop élevé du déficit financé par les banques et les organismes financiers, au lieu de financer l'économie. Les difficultés posées dans l'exécution du Budget Général et des tirages sur dette directe, amènent les Etats à recourir aux avances et bons dont la dette s'accumule et finalement à une dépréciation de la monnaie.

Conclusions

Le Budget 2010 est d'une manière générale exécuté à un niveau peu satisfaisant. Au niveau des ressources, l'inquiétude est à souligner pour les impôts sur le commerce international et les dons. Bien que le niveau des autres impôts semble satisfaisant, on remarque que pour la TVA l'existence de crédits de TVA et de TT non remboursés amène à la conclusion que la TVA n'est pas si bien exécutée surtout que les activités de contrôles fiscaux de l'OBR ont fortement baissé d'intensité.

Le niveau d'exécution des dons est préoccupant. Cette tendance qui est visible depuis 2007, dénote d'une mauvaise prévision et d'une mauvaise maîtrise des procédures des déboursements des aides. Enfin, il faudrait que la question soit analysée en profondeur avant le budget 2011.

Pour les dépenses, pratiquement toutes les composantes sont mal exécutées excepté les salaires. Pour les salaires, on remarque un dépassement des salaires des sous statuts à cause du paiement des arriérés de 2009 donnés particulièrement aux enseignants. L'existence persistante des arriérés, va aussi avoir un effet sur le budget 2010. Les dépenses PPTTE et les dépenses pro pauvres sont très mal exécutées. Leur niveau d'exécution est très bas alors que ce sont elles qui permettent aux classes pauvres d'avoir accès aux services de base et de renouer avec la croissance.

Au niveau du financement du déficit, le Gouvernement a même déjà dépassé le niveau annuel de recours aux avances et bons du Trésor.

Recommandations

Au Gouvernement

1) Le Gouvernement devrait respecter les indicateurs de performance du budget

Chaque ministère devrait se fixer des indicateurs pour mieux exécuter le Budget. Le ministère a normalement un programme d'activités et des indicateurs de résultats. Il est important qu'au moins une fois le trimestre, chaque ministre puisse suivre l'état d'exécution du budget et des activités

2) Chaque Ministre devrait publier l'état de l'exécution du Budget

Il est difficile à comprendre pourquoi les ministères n'exécutent pas correctement leur budget, une étude des raisons de cette faiblesse est nécessaire et à partir des conclusions, on devrait élaborer un plan stratégique pour remédier à la situation. Pour plus de transparence, chaque ministère devrait publier l'état d'exécution de ses activités et du budget, ce qui permettrait aux populations de faire un contrôle citoyen.

3) Le Gouvernement devrait éviter de faire des dépenses extrabudgétaires

On remarque que certains ministères ont fait des dépenses particulièrement au niveau des salaires qui montrent qu'il y a eu paiement des dépenses extrabudgétaires. Ceci aura pour conséquences d'avoir encore des arriérées source de conflits et d'inefficacité.

4) Besoins de formation

Afin de poursuivre les efforts pour améliorer les délais d'exécution budgétaire et de s'assurer que cette exécution soit conforme au budget voté, le Gouvernement devrait organiser des ateliers de formation sur les «**procédures d'exécution budgétaire**» à l'intention des fonctionnaires responsables de la gestion des finances publiques. Les compétences dans le domaine de la production de rapports financiers et de la responsabilité financière doivent également être renforcées au sein des ministères et autres organisations à caractère public.

5) Besoin d'informatisation

Certaines données sont difficiles à recevoir en particulier les rapports d'exécution des budgets des fonds aussi bien de la part des services qui s'en occupent que de la part des autres Institutions recevant périodiquement des transferts de fonds, il faudrait dès lors consolider et étendre l'informatisation de l'exécution budgétaire et produire des rapports d'exécution budgétaire régulièrement, renforcer les compétences du personnel responsable du développement et de la gestion des systèmes informatisés de gestion (SIGEFI et SYGADE).

Au Parlement

Le Parlement devrait :

- exiger le respect des indicateurs d'exécution du budget
- analyser périodiquement le niveau d'exécution du Budget au courant de l'année et ainsi poursuivre son rôle de contrôle de l'exécution du budget. Les ministres qui n'exécutent pas correctement leurs budgets recevraient des réprimandes et des mises en garde ;
- intensifier le contrôle parlementaire et exiger même des contrôles physiques de l'exécution du Budget et en particulier des dépenses pro pauvres. Le rôle du Parlement de représenter la population devrait pousser cette institution à s'impliquer davantage pour vérifier l'exécution sur le terrain du budget voté ;
- renforcer les capacités des différentes commissions de l'Assemblée nationale responsables du budget à travers des séminaires de formation sur le processus budgétaire, la lecture d'un budget et autres domaines connexes tel le suivi des recommandations ;
- renforcer les capacités d'analyse de la Commission chargée de l'évaluation du budget, et en matière d'examen des projets de loi à caractère financier et de contrôle de la gestion des finances publiques.

Aux pauvres et à la société civile

Les citoyens pour qui les budgets sont votés et qui financent une bonne partie des budgets ont le droit d'être informés sur les budgets quant aux niveaux d'exécution. La société civile a le droit et le devoir de suivre les questions budgétaires quitte à informer les citoyens et permettre une réelle participation dans la gouvernance de l'Etat.

Bibliographie

- Loi n°1/31 du 31 décembre 2009 portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'exercice 2010
- Loi n°1/21 du 8 septembre 2009 portant fixation du Budget Général Révisé de la République du Burundi pour l'exercice 2009